

5 décembre 1985 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Allocution de M. François Mitterrand, Président de la République, à la mairie de Petit-Bourg, sur la décentralisation en Guadeloupe, jeudi 5 décembre 1985.

Monsieur le maire,

- Mais aussi, monsieur le Président,

- Mesdames et messieurs,

- Voici ma première étape en Guadeloupe. Cette étape a été judicieusement placée de telle sorte que rencontrant le président du Conseil général, un panorama d'ensemble de la Guadeloupe a pu être tracé. Ce qui me permettra tout le reste de cet après-midi et demain, point par point, de fixer mon esprit et de chercher les solutions grâce aux conversations que nous venons de commencer pour répondre au plus juste, de la façon la plus utile, aux préoccupations des Guadeloupéens.

- J'ai été sensible, monsieur le maire `Dominique Larifla`, à la qualité de votre discours qui, non seulement était complet, ce qui était bien normal de la part du premier responsable du Conseil général, mais qui avait une qualité d'écriture et d'évocation assez exceptionnelle. J'y ai retrouvé là le langage que nous aimons et parmi les derniers noms que vous ayez cités, j'ai retrouvé celui de mon ami, Saint-John Perse dont j'ai été le familier dans les vingt dernières années de sa vie et qui, bien entendu, était porté par la richesse des souvenirs, les sensations héritées de son enfance. Toute la Guadeloupe, les Antilles, la Caraïbe, représentaient ce que je crois être l'une des plus grandes expressions de la pensée et de la littérature française du siècle.

- Eh bien, Docteur, je trouve qu'il est important que les Guadeloupéens que vous êtes - et je trouverai tout le long de ce voyage bien d'autres exemples - restent attachés à cette qualité. En tout cas, j'y étais très sensible. Je tenais à vous le dire.\

Vous avez fait naturellement un exposé extrêmement nourri. Il ne m'est pas possible de le reprendre point par point, maintenant, ici à Petit-Bourg. Je veux dire aux habitants de Petit-Bourg que je suis heureux d'être avec eux. J'avais déjà traversé leur commune, mais un peu rapidement, dans le passé. Mais me voilà en mesure de m'adresser à la population de l'hôtel de ville en compagnie des premiers responsables de ce département : c'est pour moi, véritablement, un honneur et une véritable joie.

- Après tout, nous avons beaucoup de choses à faire qui marqueront notre volonté commune de progrès, de justice, d'affirmation de votre identité. Je m'en expliquerai tout le long de ce périple. Je ramasserai un certain nombre d'éléments lorsque je m'exprimerai ce soir à Basse-Terre, mais enfin, le Conseil général, cela compte : je suis là devant ou à côté du Président `Dominique Larifla`, cela ne m'est pas indifférent d'autant plus qu'il s'agit d'une personnalité pour laquelle j'ai depuis longtemps estime et affection.

- Je retrouve de la même façon plusieurs de ceux qui m'ont accompagné à travers les années, presque les décennies, de ma vie politique, qu'ils soient directement associés à cette politique ou qu'ils soient des personnalités de différents courants, mais dont j'ai toujours reconnu la capacité. Je suis très heureux de les saluer ici.

- Je suis le représentant de l'ensemble des Français et je dois les servir tous. Si je garde, bien entendu fidélité à mes amis, je cherche à répondre aux aspirations de tous, qui le méritent. Je le leur dois, puisque c'est la République française au nom de laquelle je m'exprime.\

Vous avez rappelé, monsieur le Président `Dominique Larifla, Président du conseil général de Guadeloupe`, toute la série des problèmes qui, soit provoquent votre inquiétude, soit marquent

Guadeloupe , toute la série des problèmes qui, soit provoquent votre inquiétude, soit marquent votre effort, soit signifient votre espérance. Le problème de l'emploi se place au premier rang. D'après les statistiques qui m'étaient fournies, grosso-modo quelques 24 % de la population vit en chômage, et comme ce sont surtout les jeunes qui en souffrent, on imagine aisément l'extrême déperdition d'énergie que cela représente, en même temps que ce grave problème humain qui veut qu'une jeunesse se sente comme refusée par la société des adultes, ce qui provoque des répercussions morales et psychologiques à l'infini.

- Seules des mesures de caractère général peuvent répondre à cela. Nous y avons répondu à Paris en disant que "décidément il valait mieux regarder droit devant soi et considérer qu'il n'y aurait qu'un emploi ou de retour au plein emploi qu'avec courage, effort et en regardant bien en face les problèmes dits de la modernisation". Si l'instrument que possède la France est un instrument désuet ou dépassé, comment voulez-vous fabriquer des biens, des produits, des marchandises qui soient recherchés par la clientèle nationale ou internationale ? Si nos produits n'ont pas la même qualité ou sont trop chers ? manque de qualité, cherté : voilà deux barrages impossibles à franchir. Cela n'étant pas attribué à la capacité des travailleurs & la France a la chance de bénéficier de travailleurs qui se situent parmi les premiers du monde. Mais quand l'instrument est défectueux, alors il y a nécessité de moderniser l'outil. On l'apprend ici dans vos écoles, on commence en tout cas. Par exemple, l'informatique : c'est l'informatique pour tous, c'est-à-dire que les habitants de la commune, peuvent venir également s'instruire avec ce moyen mis à la disposition des écoliers. Pour quoi faire ? Pour qu'ils apprennent les métiers du futur. C'est pour qu'on ait besoin d'eux. Pour qu'on sollicite leurs capacités. Les deux pays du monde qui ont le moins de chômage sont aussi les deux pays du monde, Etats-Unis d'Amérique et Japon, qui ont le plus recouru aux technologies modernes, y compris la robotisation dont il semble dans une première phase qu'elle nuise à l'emploi alors qu'en réalité si l'on sait concevoir une société industrielle, en fait les emplois se multiplient car les entreprises fonctionnent mieux, elles s'enrichissent, elles embauchent au lieu de licencier. Ce sont des problèmes de caractère général qui ne tiennent pas essentiellement à la Guadeloupe, sinon que les effets délétères ou néfastes que nous observons en métropole se sont beaucoup accrus dans les départements lointains, en raison-même du fait qu'en dépit de la beauté des îles, l'instrument de base, c'est-à-dire la terre, et l'encadrement qui permet le développement industriel, part de loin. Je veux dire les retards se sont accumulés pendant très, très, longtemps. Il faut tenter de rattraper ce retard. On a besoin de toutes les énergies, de toutes les intelligences. C'est une des raisons pour lesquelles nous avons décentralisé.\

Permettez-moi de m'arrêter un instant sur cette décentralisation. Le mot est lourd il n'est pas très harmonieux, mais enfin il est entré dans les esprits et dans le vocabulaire. Il signifie tout simplement la responsabilité donnée à ceux qui vivent et travaillent là où ils sont, proches de leurs sources et de leurs traditions, fidèles à leurs racines sans être obligés de s'expatrier pour vivre.

- La décentralisation et la régionalisation ont été peut-être les plus grandes réformes du début de mon mandat. Si vous vous rappelez l'histoire depuis le début du siècle, sans remonter trop loin - avec vous on pourrait remonter beaucoup plus loin bien entendu - simplement depuis le début du siècle nous avons connu la période carrément coloniale, c'était une colonie, puis au lendemain de la guerre la départementalisation, nous y sommes toujours. Mais le contenu de cette départementalisation qui répondait à un besoin de réaction contre les méfaits du colonialisme, n'a pas suffisamment permis à la personnalité antillaise et à la personnalité guadeloupéenne de s'affirmer. Dans le souci d'égaliser les chances on a aussi raboté. En somme, on a oublié d'identifier les populations. L'un des phénomènes les plus considérables des temps modernes, à mesure que se construisent des grands ensembles, politiques, géographiques, militaires, que sais-je, l'une des caractéristiques de ce temps c'est que chacun cherche, parfois désespérément, à se retrouver soi-même. Tel est, à mon avis, le sentiment profond du peuple guadeloupéen. Il ne savait plus exactement à cause d'une départementalisation qui ne s'était pas assez décentralisée, il ne savait plus très bien où il se trouvait et avait le sentiment d'une oppression.

- Quant toute femme, tout homme, dont on coupe les racines, et particulièrement les racines

culturelles à travers l'enchaînement des générations, ce qui a fait l'histoire, le langage, les formes de pensées, les structures de la pensée, se trouve, ainsi, tout d'un coup, rejeté on ne sait où, cela finit par détruire l'intérieur de chaque être. Donc une naturelle révolte, le besoin de s'affirmer. Oui, je suis moi-même. Et je suis moi-même au sein d'une population qui aussi a besoin d'être elle-même. Et si les institutions qui me sont imposées m'interdisent d'être moi-même, alors je ne marche plus, je n'accepte plus. Bref, c'est le besoin d'identité. Et nous avons cherché une synthèse entre un statut administratif, le statut du département avec une réalité différente, celle de la région-département, des assemblées régionales et départementales, pourvues de pouvoirs infiniment supérieurs à ceux qu'elles avaient naguère, je parle du Conseil général, ou qu'elles ont depuis peu, les assemblées régionales.

- A partir de là, qu'est-ce que vous êtes ? Eh bien vous êtes responsables de vous-mêmes, dans de très nombreux, de très vastes domaines, économique, social, culturel notamment, pour bien des équipements, des investissements. Vous ne pouvez pas le faire tout seuls dès lors que, en raison du retard dont vous avez souffert, il vous faut la solidarité de la nation et le concours de l'Etat pour parvenir à combler ce hiatus dans votre histoire d'avant et votre histoire d'aujourd'hui. Mais nous y sommes prêts, monsieur le Président.\

Vous avez énuméré toute une série de possibilités, ou même de nécessités, en demandant le concours de l'Etat. Certes la régionalisation a été faite pour que, les compétences étant réparties, les financements étant répartis, l'Etat n'ait plus à intervenir dans les compétences qui ne sont plus les siennes. Mais nous ne nous sommes pas enfermés dans une vue exagérément théorique de cette situation et nous considérons que l'Etat continue d'avoir des devoirs. C'est pourquoi, lorsque nous aurons l'occasion de parler, au cours de ces deux jours, il est un certain nombre de domaines où je vous indiquerai que l'Etat sera votre compagnon de travail et ne considèrera pas que, par une simple loi, il lui est loisible de se désintéresser du devenir de la Guadeloupe.

- Tenez, vous avez parlé du festival culturel, voici une riche idée. Bien, l'année dernière, l'Etat a largement contribué à la mise sur pied du Festival des Arts de Polynésie. Monsieur le secrétaire d'Etat, eh bien, d'une année sur l'autre, nous changeons d'attitude.

- L'effort a été fait l'an dernier. Perpétuons-le, au moins cette année, peut-être les années suivantes. La Guadeloupe est prête, retournez-vous du côté de la Guadeloupe, et que le gouvernement en décide, et comme je préside le Conseil des ministres, cela ne m'échappera pas.

- Voilà pourquoi je pense que ce Festival culturel devrait être un grand succès, surtout que, dépassant l'identité Guadeloupéenne, vous avez défini avec beaucoup de finesse ce que pourrait être une personnalité caraïbe qui retrouve elle-même ses racines dans ses territoires, ses îles, réparties dans ses admirables mers ou océans, et où tout de même, quel qu'ait été l'éparpillement des cultures au grè de la colonisation, il n'en reste pas moins que le fond du peuple, lui, a souvent épousé les mêmes réflexes, retrouve les mêmes parentés, et aujourd'hui se trouve devant les mêmes nécessités économiques. Il est normal des les examiner en commun, cela ne me choque pas du tout, d'autant plus que je sais bien que vous serez capables, parce que vous serez redevenus plus encore Guadeloupéens que vous ne l'étiez hier, plus irréductibles encore que vous ne l'étiez aux cultures qui voudraient se faire dominantes et qui seraient venues de l'extérieur.\

C'est précisément parce que nous avons fait la décentralisation, la régionalisation, parce que nous avons tenté de réaliser la synthèse entre l'identité guadeloupéenne et la République française, ou la nationalité française, c'est parce que nous avons cherché cette synthèse, je dois vous le dire, et j'ai l'impression qu'on est en train de la réussir, c'est là peut-être la seule réponse que nous puissions opposer aux revendications irréalistes et qui recourent à la violence. Car la violence, elle éveille toujours un écho dans le coeur de l'homme, et de l'homme le plus tourné souvent vers la générosité, vers celui qui aime son pays, qui aime le peuple de son pays. Toute femme, tout homme, pourvu de cet amour, qui recherche cette identité, si on la lui refuse, il se révolte.

- Si en se faisant mutuellement confiance, on proclame, par la loi, que cette identité doit s'affirmer et qu'on en charge ceux qui la réclament, à partir de là que reste-t-il de la revendication initiale, si elle se perpétue ? C'est la violence pour la violence, et celle-ci perd sa

signification. Mais pour pouvoir prononcer les paroles que je prononce, il fallait commencer par de nouvelles institutions, sans quoi mon discours serait seulement du verbiage. Mais la réalité elle est là, cette réalité elle est jeune, elle a deux ans, trois ans derrière elle. Il faut du temps. Des Guadeloupéens compétents, représentatifs, ont pris en main ces affaires-là, alors là c'est à eux de répondre, et ce n'est plus à moi. A toi, mon frère Guadeloupéen. Donnez-nous donc un coup de main pour que nous soyons plus encore nous-mêmes, pour que nous affirmions ce qu'est la Guadeloupe, ce que sont les Guadeloupéens. Portons haut, haut l'amour de notre terre, défendons-la, diffusons-la, répondons partout à ce que nous pouvons être dans la région des Caraïbes, mais aussi par -rapport à l'ensemble français, par -rapport à la République, affirmons-nous. Tu ne viens pas, tu ne m'aides pas ? Mais tu nous abandonnes. Tu te réfugies dans le refus pur et simple, tu crois pouvoir répondre à ces questions graves qui te sont posées, parce que, petite minorité activiste, tu imprimeras une sorte de frayeur autour de toi ? Mais c'est bien mépriser le peuple de Guadeloupe, il vaut mieux que cela.

- Cela dit, je le répète, il fallait que les institutions répondent aux aspirations du plus grand nombre. Vous les avez admirablement exprimées, monsieur le Président. Cela ne m'a pas étonné de vous, je l'ai dit tout à l'heure, vous-même et beaucoup d'autres ici, au premier rang, et aussi dans les autres rangs, mesdames et messieurs, en dépit de cette lumière qui m'éblouit un peu, qui m'empêche de discerner chaque visage, cela fait longtemps, quelle que soit votre étiquette politique, et elles sont naturellement différentes, cela fait longtemps que vous combattez pour un idéal qui est un idéal Guadeloupéen, étant bien entendu que cet idéal s'accomplira et s'accomplit dans le -cadre de la République que je représente parmi vous.\

Voilà, je ne veux pas déjà accumuler du retard, puisqu'il y a les autres après. Et qu'est ce qu'on dira du Président du Conseil général s'il m'empêche d'aller... non, très bien. Alors il attendra donc, au cours de ces jours et puis nous resterons longtemps en relations. Mais j'ai remarqué quand même que sur le -plan agricole, il faut aller, aller vite vers la diversification. Faites attention à la monoculture. Votre ancienne monoculture se réveille quand même. Et heureusement. Vous voyez peu à peu une marche vers l'autosuffisance à partir du sucre. Cela va mieux. Des petites et moyennes entreprises assurent le relais de ces énormes cartels dont le centre était généralement d'ailleurs en métropole et dans le nord de la métropole, en vidant la canne à sucre de toute sa substance, si je puis dire, économiquement, pour la repasser à d'autres moyens de fabriquer du sucre ou de l'alcool. Il y a donc là une remise en place sur laquelle les assemblées locales et régionales peuvent exercer une influence déterminante.

- Vous avez parlé de la pêche, mais voyez-vous, ce sera mon dernier mot pour aujourd'hui, vous me pardonnerez de cette réponse très incomplète. Elle sera complétée au cours de mes visites. Mais, maintenant, aussi étrange que cela puisse paraître, vous êtes plus encore Européens. En bien des décisions qui ne se prennent plus à Paris, qui se prennent à Bruxelles ou à Strasbourg, lorsqu'il s'agit des grandes définitions que j'appellerai, bien que le terme soit impropre, de caractère législatif.\

Alors nous devons, nous République française, être vos avocats. Nous vous défendons. Etant entendu que l'une des réformes auxquelles je tiens le plus, c'est que je voudrais que dans cette relation internationale, ce soit de plus en plus, lorsqu'il s'agit de problèmes qui vous sont propres, des Guadeloupéens qui plaident avec nous. Exactement comme j'ai préconisé, il faut mettre cela en forme juridique, que dans tous les traités ou accords internationaux qui concernent la région de Caraïbe, les élus, les principaux élus, locaux ou régionaux, soient en mesure de dire leur mot. Ce qui ne veut pas dire une politique extérieure autonome !

- Bien entendu, chacun m'a bien compris. Mais quand même on a assez d'experts, je ne dis pas qu'ils n'y connaissent rien, qu'est-ce qui s'y connaît le mieux que ceux qui, ayant une grande capacité de connaître les dossiers, sont en même temps des habitants, des originaires qui connaissent les gens, qui connaissent les conditions du travail, qui connaissent les difficultés des travailleurs ? Bref, je tiens absolument à ce que cette symbiose se fasse, plutôt que de voir des fonctionnaires très estimables, mais venus de Strasbourg ou de Toulouse décider à Bruxelles ce qu'il convient de faire pour vous. J'aimerais bien que vous y soyez aussi.

Je vais continuer maintenant, non pas mon discours, mais mes voyages

- Je vais continuer maintenant, non pas mon discours, mais mon voyage.
- Merci, mesdames et messieurs. Vous avez été des hôtes charmants. J'ai trouvé un accueil, une chaleur, mais c'est une image, il fait aussi bon dehors. Mais j'ai trouvé une chaleur humaine, une bonne volonté à l'égard du Président de la République. J'y suis, naturellement, très sensible. Cela fait chaud au coeur que de trouver des compatriotes qui pourtant souffrent beaucoup et qui ont gardé le sourire, la bonne humeur et la fraternité. Il m'est donc très facile de vous dire pour terminer cet exposé :
 - Vive Petit Bourg !
 - Vive la Guadeloupe ! Vive la République ! Vive la France !\